

**Fédération Internationale des Universités Catholiques (FIUC)**  
**Conférence internationale**  
**« Réfugiés et migrants dans un monde globalisé :**  
**Responsabilité et Réponses des Universités »**  
**Du 1er au 4 novembre 2017**  
**Pontificia Università Gregoriana, Rome**

**Titre :**

**L'Université Saint-Joseph de Beyrouth s'active dans sa mission civique**

- Expérience dans le domaine du refuge -

*Par : Dr.Maryse TANNOUS JOMAA,*  
*Directrice*  
*Ecole libanaise de formation sociale*  
*Université Saint-Joseph de Beyrouth*

**Le contexte Libanais et ses mutations :**

Le Liban connaît aujourd'hui une profonde transformation sociodémographique due à un nombre croissant de syriens réfugiés équivalent au quart de sa population.

Le Liban est un pays démocratique ; son régime est capitaliste libéral. Sa constitution multiconfessionnelle unique au monde (19 communautés religieuses) a poussé sa sainteté le pape Jean Paul II à dire : « Le Liban est plus qu'un pays, c'est une mission ... », sa sainteté parlait du vivre-ensemble dans la liberté et le respect de la diversité.

Néanmoins la force du Liban a constitué une vulnérabilité pour 2 raisons :

1. La première raison est relative à 15 ans de guerre (1975 à 1990) et 30 ans d'occupation syrienne aux lourdes conséquences. On assiste à l'affaiblissement du rôle de l'Etat central, notamment dans les politiques sociales et la gestion des services aux citoyens. En revanche, le secteur associatif s'active sur tout le territoire, soutenu par les organisations internationales et les entreprises privées,

2. La 2<sup>ème</sup> raison de la vulnérabilité du Liban revient à sa situation géopolitique. Il est aux prises avec les conflits régionaux, politiques, militaires et /ou religieux. Son activité économique est freinée, sa population s'appauvrit, ses jeunes au chômage empreignent la voie de l'immigration.

### **Qui sont ces réfugiés depuis Mars 2011 et jusqu'à date ?**

Mars 2011 début du soulèvement syrien. Des millions de familles se réfugient dans le monde entier. Une bonne partie se retrouve au Liban, pays voisin aux frontières perméables.

N'ayant pas signé la convention de Genève en 1951 relative aux droits des réfugiés, le Liban ne reconnaît donc pas le droit d'Asile. Cependant il traite les demandes d'asile sur le territoire libanais en vue d'une réinstallation dans un pays tiers. Ainsi, le Liban représente un pays de transit pour des milliers de réfugiés fuyant la guerre et les régimes dictatoriaux.

Selon le Gouvernement Libanais et les Nations Unies<sup>1</sup>, la population au Liban a augmenté de 25%, ce qui correspond à 1 Million 100 mille réfugiés syriens enregistrés, sur un total de 4 millions de Libanais ; Selon UNHCR (2015) 80% des réfugiés sont des femmes et des enfants, 72% des ménages ont un enfant de moins de 5 ans, 72 % sont incapables de satisfaire à leurs besoins de base et 39 % ont des besoins spécifiques.

De plus on compte 7.500 réfugiés d'autres pays ajoutés à des centaines de milliers de réfugiés palestiniens. Au total 1 /4 personnes est déplacée au Liban.

Lors de sa visite au Liban, le Président de la Banque mondiale, a rencontré les jeunes universitaires pour partager sa vision pour le monde arabe (paix et prospérité). Lorsque les jeunes ont pris la parole, ils ont, à l'unanimité, souligné la situation économique précaire du peuple libanais et le problème du chômage. Ils réclamèrent que l'aide soit également offerte aux libanais qui accueillent les réfugiés et partagent avec eux leurs maigres ressources.

---

<sup>1</sup> Government of Lebanon and the United Nations (December 2014), *Lebanon crisis response plan, 2015-2016*.

## **Dans quelles conditions vivent ces réfugiés ?**

Aux premiers moments de la crise, la plupart des réfugiés se sont abrités chez certains libanais avec qui ils entretiennent des relations familiales ou amicales. Plus tard, et avec le flux en masse, il fallait prévoir des points de rassemblement et des nouvelles locations. Les cartes suivantes (sur l'écran) démontrent (à travers les points rouges) la progression de leur répartition selon les années. En 2017, on compte 1.100 mille personnes sinon plus.

Selon UNHCR : 67% louent des appartements ou des logements modestes et le reste réside dans des lieux de rassemblement et des abris de fortune. 92 % des eaux usées sont sans traitement, avec 40% d'augmentation des coûts municipaux pour le traitement des déchets.

Sur d'autres plans, 55 % des réfugiés sont endettés, 52% vivent sous le seuil de pauvreté (moins que 2,4\$/jour) et 221,000 enfants demeurent non-scolarisés. Sans parler des conditions défectueuses d'hygiène, de santé, de grossesses, d'enfants dans la rue ou au travail et de personnes à besoins spécifiques.

## **Quelle a été l'évolution des stratégies d'action sociales depuis 2011 jusqu'à date ?**

A l'arrivée, les services à caractère humanitaire consistaient à :

- Assurer l'accueil, le logement et les services de base
- Assister psychologiquement les personnes traumatisées.
- Soutenir et protéger les femmes et les enfants victimes de violence.

Plus tard et avec la dégradation militaire, le retour au pays d'origine devient une polémique aussi bien politique qu'humanitaire :

- S'agit-il d'un abri momentané dans le pays d'accueil ou d'un séjour à plus long terme?
- Comment les communautés d'accueil réagissent-elles à ce vivre-ensemble imposé et qui semble perdurer ?

- Comment continuer à délivrer les services de base et amorcer des actions stratégiques ?

En effet, et avec la persistance de la violence dans la région, il fallait penser au moyen-terme, où libanais et syriens avaient à s'entraider pour répondre à la crise. Ceci n'était pas de toute évidence. Les hôtes libanais sont majoritairement tiraillés entre la sensibilité humanitaire et le « fantôme du passé » (bombardements et occupation du territoire).

Néanmoins, les actions sociales entreprises ont pris une tournure éducative et développementale, nous citons :

- La réintégration scolaire des enfants et ses défis : problèmes de langue, de retard et d'abandon scolaire.
- La culture de la résilience, La cohésion entre Libanais et réfugiés à travers la gestion des conflits, la médiation et l'éducation à la paix.
- Les « participatory assessments » pour l'étude des besoins des communautés syriennes
- La mobilisation de volontaires syriens et libanais (+ de 750) comme réseaux d'entraide.

Parallèlement et du côté stratégique, suite au congrès de Londres en Février 2016 (à l'initiative de l'Angleterre, Kuweit, Allemagne, Norvège et Etats-Unis), 3 priorités pour l'année 2020 furent retenues, l'idée étant d'offrir un renfort aux pays qui ont le plus accueilli des réfugiés (LCRP Lebanon Crisis Response Plan).

- **1<sup>ère</sup> priorité** : limiter l'aide humanitaire aux catégories les plus vulnérables, (syriens et Libanais conjointement).
- **2<sup>ème</sup> priorité** : Renforcer les capacités des systèmes nationaux et locaux pour délivrer une meilleure qualité de services, s'assurer que les réfugiés peuvent bénéficier des politiques d'éducation et de protection nationales. En réalité, avant notre départ pour Rome, des fonds relatifs à la protection ont été interrompus.

- **3<sup>ème</sup> priorité :** Développer la stabilité économique, renforcer la cohésion et le vivre-ensemble.

Le choix de ces priorités se heurte actuellement à un débat majeur sur le retour des déplacés. En effet, et comme vous le savez, des prises de position se manifestent aujourd'hui sur l'avenir des déplacés et à tous les niveaux. Le ton s'élève mondialement et localement, les acteurs politiques et sociaux se prononcent, les uns en faveur d'un retour inconditionnel estimant que les conditions de sécurité sont établies, les autres observent, collectent des informations et préfèrent attendre estimant que la décision du retour collectif est prématurée et que le choix peut-être personnel.

Dans ce contexte ambigu et complexe l'Université Saint-Joseph (USJ) s'implique dans la problématique des réfugiés.

### **Quelle a été l'implication de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth dans la crise humanitaire ?**

Fidèle à sa mission celle d'être « au service de l'homme et de la société », et forte de son expérience pendant la guerre du Liban, l'USJ a prêté une attention particulière aux problèmes des syriens réfugiés. Ainsi, elle s'est lancée à travers ses institutions dans une démarche novatrice pour œuvrer contre la discrimination et contribuer à l'instauration des droits humains et de la paix civile.

Les défis auxquels elle s'est confrontée se sont basés sur trois questions essentielles :

- Comment impliquer ses étudiants dans une telle démarche alors que le milieu d'accueil affiche paradoxalement des sentiments de compassion et d'hostilité ?
- Comment modéliser ses activités académiques pour soutenir le professionnalisme et développer l'esprit citoyen ?
- Quels projets peut-elle promouvoir pour anticiper les changements et tendre vers un développement durable ?

Sur ce, plusieurs initiatives furent lancées, notamment par : l'Ecole libanaise de formation sociale rattachée (ELFS) à la Faculté des lettres et des sciences humaines ; l'Institut des sciences politiques (ISP) rattachée à la faculté de droit ; et l'Opération 7eme jour, une entité transversale à l'USJ qui insuffle une dynamique bénévole et citoyenne dans la vie estudiantine.

**Au plan des cursus académiques (LMD) et de la formation continue,** les programmes d'études initialement faibles en matière de migration forcée se sont vus renforcés par des enseignements en matière de refuge, de crises humanitaires et d'interventions en situation d'urgence, d'approches interculturelles, de médiation et paix civile, de précarité et d'inclusion sociale et de gestion de risques et développement durable. Pour les professionnels en exercice, des sessions accélérées furent adressées non seulement aux travailleurs sociaux libanais mais aussi à des acteurs actifs sur le territoire Syrien. Ainsi, plusieurs formations continues se sont déroulées sur les frontières Libano-Syriennes.

À l'ISP, une série de cours planifiée avec le HCR, des conférences en collaboration avec le centre de réfugiés d'Oxford dont les sujets ont porté sur les dernières recherches sur la migration forcée, les cadres juridiques et le rôle des tribunaux internationaux, le rôle de l'Union Européenne, une comparaison des réponses du Liban, de la Jordanie et de la Turquie ; des discussions eurent lieu avec des invités d'institutions publiques et privées- la fréquentation était massive et l'impact considérable.

Du côté des étudiants, il était impératif d'explorer la perception qu'ils ont du problème des réfugiés, afin de nous permettre de mieux cibler nos interventions dans le cadre de la formation. A cet effet, une enquête a été menée auprès des étudiants à l'ELFS; les réponses recueillies ont reflété plusieurs types de sentiments, allant de la compassion à l'hostilité.

Voici quelques propos : à commencer par les positifs.

- « *ce qui se passe est trop aberrant, pas évident de tout quitter derrière soi et partir vers l'inconnu. Tout cela d'un coup et malgré soi. Offrir une présence, être à l'écoute, bref ... se rendre utile, voilà ce que je voudrais faire* ».

Par contre, d'autres propos expriment de l'amertume voire de l'hostilité.

- *« nous (les libanais) qui avons bien souffert de l'occupation syrienne, maintenant on devrait leur venir en aide. Comment faire lorsque des membres de nos familles avaient péri sous leur torture et leur violence ? »*
- *« Honnêtement, et même si je pense que les réfugiés ont droit à la sécurité, je préfère qu'ils rentrent chez eux ! Le Liban est un pays déjà souffrant ! Ses maigres ressources ne supportent pas d'être partagées ».*

Les propos qui reflètent l'ambivalence :

- *« Les réfugiés pour moi sont des victimes, mais en même temps leur présence ici au Liban me rend mal à l'aise. Pour moi, c'est un sentiment de tristesse mais aussi de peur ».*

Face à ces sentiments variés, il fallait prendre des initiatives et cultiver des valeurs positives. Il a fallu créer des contacts directs avec les populations sinistrées : écouter, sentir et s'émouvoir pouvaient réduire les préjugés et apaiser les craintes. Ainsi, plusieurs stages d'étudiants furent favorisés auprès des réfugiés. Une convention entre l'ELFS et l'UNHCR fut établie dans le cadre de laquelle plusieurs chantiers ont été organisés. A l'ordre du jour : Diagnostics participatifs de besoins, programmes d'éducation, mobilisation communautaire, comités de quartier.

De plus un cours « optionnel USJ » intitulé « Action Bénévole et Citoyenne – ABC », mérite d'être souligné. Organisé sur les week-ends par des animateurs sociaux, il permet aux étudiants de s'engager dans des actions concrètes sur le terrain. Des centaines d'inscriptions ont été enregistrées et de multiples activités auprès des réfugiés se sont déroulées. Ceci a imposé une organisation de taille et des collaborations avec des ONGs actives sur le terrain. L'évaluation de ce cours parle d'elle-même.

- *« Avant l'activité, j'étais méfiante envers les réfugiés (...) après je me suis sentie toute émue, fière de moi-même avec beaucoup d'empathie pour eux. Cette rencontre a cassé l'idée que j'avais d'eux et m'a révélé la puissance d'être là, solidaire à leur côté ».*

- *« Je n'avais en tête que l'image d'un réfugié qui dévastait mon espace mais pour lequel j'avais pitié. Pourtant, les 20 réfugiés qui dansaient, chantaient et jouaient ne veulent pas de notre pitié. Ils sont assez courageux pour pouvoir rire. La pitié peut se remplacer par le respect et l'acceptation, sources de tolérance ».*

**Sur le plan de la recherche et des publications**, la problématique du refuge et des crises humanitaires est d'actualité, et constitue un objet d'intérêt pour les chercheurs locaux et internationaux.

- Les mémoires et les thèses ne manquent pas d'originalité. Certains ont été jusqu'à souligner les retombées positives de la présence des réfugiés syriens au Liban.
- Les recherches institutionnelles couplées de publications comme celle de l'Institut de sciences politiques (ISP) en partenariat avec HCR Liban a lancé en 2015 un sondage sur la perception des réfugiés sur la sécurité au Liban. Une équipe d'enseignants chercheurs avec 20 étudiants Libanais et Syriens ont mené 1800 enquêtes dans 120 localisations au Liban. Un deuxième sondage de suivi fut organisé un an plus tard (en 2016) en collaboration avec l'Observatoire universitaire de la réalité sociale et économique pour évaluer les changements avec les mêmes indicateurs et la même dynamique. Aujourd'hui, l'ISP s'apprête à publier en collaboration avec HCR six articles sur les migrations forcées rédigés par ses enseignants et étudiants.
- A l'ELFS, un projet de recherche est en cours d'élaboration avec des partenaires locaux et étrangers. Le sujet se précise de manière à tenir compte de toutes les possibilités : retour des réfugiés dans leur milieu d'origine ou séjour prolongé dans le milieu d'accueil. En même temps, des sollicitations proviennent pour des coopérations dans le cadre de réseaux de recherche Européens et internationaux, les thématiques d'intérêt se centrent sur la prévention de la radicalisation et les études de cas dans le domaine du refuge.

De même, nos enseignants chercheurs sont interpellés pour intégrer des comités scientifiques de revues spécialisées (par exemple : Revue alternatives humanitaires).



**Quant au plan du soutien aux systèmes institutionnels** opérant auprès des populations réfugiées, plusieurs projets ont vu le jour commandités à la base par des ONG internationales. A titre d'exemple nous citons:

- Un projet initié par l'UNICEF en collaboration avec le ministère des affaires sociales réalisé par l'ELFS. Son but est celui de renforcer la politique de protection des enfants en danger dont les réfugiés Syriens. (Dispositif de protection, instruments unifiés/case management, formation, coaching, manuel)
- Un 2<sup>ème</sup> projet avec Catholic relief services (CSR – Lebanon) pour développer les compétences des ONGs auprès des populations vulnérables. Ce projet a nécessité l'implantation d'une unité permanente à l'USJ « USJ Mentor unit » qui accueille aujourd'hui des demandes d'expertises et des projets de « Capacity Building ».

**Sur le plan de la dynamique internationale de l'USJ** en lien avec la problématique des réfugiés, nous accueillons des étudiants étrangers en mobilité, dont plusieurs proviennent d'un Master international en action humanitaire. Le Liban et l'USJ constituent particulièrement un pôle d'attraction dans la mesure où ils facilitent les séjours scientifiques et favorisent à travers les enseignements et les stages, la compréhension de la réalité complexe du refuge.

Quant aux enseignants et chercheurs étrangers, l'intérêt est encore plus important dans la mesure où l'université leur offre la possibilité d'enrichir leurs savoirs. Comme nous le voyons sur l'écran, des professeurs étrangers provenant d'universités prestigieuses ont animé des conférences, des séminaires ainsi que des journées interactives auprès des réfugiés.

Dans le sens inverse, des enseignants de l'USJ ont répondu à l'invitation d'universités étrangères et d'associations internationales de formation, de recherche et d'actions sociales pour exposer le cas du Liban et des réponses apportées à la question des réfugiés. Ainsi, Porto, Paris, Genève, Montréal, Melbourne et bien d'autres villes accueillant des congrès scientifiques furent sillonnées. L'impact sur le public fut évident en termes de sensibilisation et surtout de relativisation du problème par effet de comparaison. Pour Juillet 2019, j'ai le plaisir d'annoncer la tenue d'un congrès international de Travail social à Beyrouth, à l'USJ, organisé par l'AIFRIS

sur le thème de la citoyenneté et du vivre ensemble. La question des réfugiés sera à l'ordre du jour. Les préparatifs sont actuellement en cours et nous espérons vous avoir parmi nous.

### **Conclusion : quels défis pour l'Université Saint-Joseph ?**

En conclusion, nombreux sont les défis que l'Université Saint-Joseph est encore appelée à relever, dans un contexte où les crises humanitaires perdent leur caractère humanitaire pour se transformer en enjeux politiques des grandes nations. En l'absence d'une perspective claire sur le devenir des populations déplacées, et face au fanatisme haineux et aux dictatures qui se maintiennent tant bien que mal, l'université demeure le lieu privilégié pour cultiver les valeurs de liberté, de démocratie, de pluralisme et des droits humains. Ses défis principaux seraient :

- Mobiliser chez les étudiants les valeurs de solidarité, pour s'élever au rang du citoyen engagé participant à la construction du bien commun et de la paix civile.
- Conjuguer la formation académique à la formation culturelle avec ce qu'elle comporte au Liban de richesse au niveau de la coexistence et de la non-discrimination.
- Renforcer l'expression de la démocratie en créant des synergies avec l'état, la société civile, le secteur privé et les citoyens.
- Et surtout investir dans la recherche pour scientifier le débat autour des réfugiés, contourner les écueils de la politisation et proposer des alternatives aux problèmes réels.

Mesdames et messieurs, la question des réfugiés devient pressante au Liban qui est sur le point de rentrer dans une période électorale et où le gouvernement doit continuer à répondre aux

demandes des parties prenantes. L'occasion du changement se présente et l'Université Saint Joseph sera là pour accompagner les développements et soutenir la collaboration constructive entre les ONGs internationales, la société civile, les institutions publiques, les médias et les milieux universitaires.

Si le refuge est un immense bouleversement, nous croyons qu'il est aussi une formidable leçon d'espérance et de foi dans un devenir meilleur. Et comme le dit bien un poète allemand, Hölderlin : « Là où croit le péril, croît aussi ce qui sauve... ».